

Rapport sur la loi sur l'esclavage moderne

Canaropa (1954) INC (« **Canaropa** », numéro d'entreprise 100777499 RC) a le plaisir de présenter son rapport (le « **Rapport** ») conformément à l'article 11 de la Loi visant à lutter contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement (la « **Loi** ») pour son exercice financier clos le **31 décembre 2025**.

Structure, activités et chaînes d'approvisionnement

Canaropa est une société privée de vente en gros qui est un important fabricant et distributeur de quincaillerie de qualité pour portes commerciales, résidentielles et architecturales, opérant dans les secteurs du commerce de gros et de la construction. Canaropa vend ses propres produits de marque ainsi que d'autres produits fabriqués à Taïwan, en Chine, au Japon, en Corée et dans d'autres pays asiatiques. Nous distribuons des produits de marque provenant d'Europe, du Royaume-Uni, du Canada et des États-Unis (les « **ÉU** »). Nous servons principalement l'industrie de la construction, les fabricants de portes et les distributeurs de serrurerie. Canaropa produit des biens à l'extérieur du Canada, vend des biens à l'intérieur et à l'extérieur du Canada (aux États-Unis), distribue des biens à l'intérieur et à l'extérieur du Canada (aux États-Unis) et importe des biens au Canada.

Canaropa répond à la définition d'une « entité » au sens de la loi. Canaropa a un établissement, fait des affaires et possède des actifs au Canada et remplit deux des trois conditions liées à la taille pour ses deux derniers exercices financiers : nous avons au moins 20 millions de dollars d'actifs et au moins 40 millions de dollars de revenus. Notre siège social et nos principaux entrepôts sont situés au Québec, et nous avons des succursales et des entrepôts en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique.

En 2025, Canaropa a poursuivi la formation de ses employés sur la Loi et les obligations qui en découlent, et s'engage à former tous les futurs employés qui prennent des décisions en matière d'achats ou de passation de marchés.

Politiques et procédures de diligence raisonnable

En 2025, Canaropa a poursuivi l'application de ses politiques et de ses processus de diligence raisonnable concernant le travail des enfants et le travail forcé en prenant les mesures suivantes :

- 1- Canaropa tient ses fournisseurs informés du projet de loi canadien S-211 contre le travail forcé en effectuant des suivis annuels.
- 2- Le guide d'importation de Canaropa comprend une section sur le projet de loi canadien S-211 contre le travail forcé.
- 3- Le modèle de questionnaire de qualification des fournisseurs de Canaropa inclut la conformité à la Loi sur l'esclavage moderne comme condition d'acceptation.

Risques liés au travail forcé et au travail des enfants

Canaropa n'a pas encore entamé le processus d'identification des parties de ses activités et de ses chaînes d'approvisionnement qui comportent un risque de recours au travail forcé ou au travail des enfants.

Mesures d'assainissement

Canaropa n'a identifié aucun cas de travail forcé ou de travail des enfants dans ses activités et ses chaînes d'approvisionnement. Par conséquent, nous n'avons pas pris de mesures correctives.

Remédiation à la perte de revenus

Canaropa n'a pas identifié de perte de revenus pour les familles les plus vulnérables résultant d'une mesure prise pour éliminer le recours au travail des enfants ou au travail forcé. Par conséquent, nous n'avons pas pris de mesures pour remédier à une éventuelle perte de revenus.

Formation

Canaropa continue de former les nouveaux employés sur la Loi et les obligations qui en découlent, et formera tous les futurs employés qui prennent des décisions en matière d'achats ou de passation de marchés sur la Loi.

Évaluation de l'efficacité

Canaropa n'a pas encore mis en place de politiques et de procédures pour évaluer son efficacité à garantir que le travail forcé et le travail des enfants ne sont pas utilisés dans nos activités et nos chaînes d'approvisionnement. Nous prévoyons de commencer à évaluer notre efficacité maintenant que nos politiques et nos processus de diligence raisonnable sont en place.

Attestation signée

Ce rapport a été approuvé par le Conseil d'administration de CANAROPA (1954) INC le 12 mai 2025.

Conformément aux exigences de la loi, et en particulier de son article 11, j'atteste que j'ai examiné les informations contenues dans le rapport pour l'entité ou les entités énumérées ci-dessus. Sur la base de mes connaissances et après avoir fait preuve d'une diligence raisonnable, j'atteste que les informations contenues dans le rapport sont véridiques, exactes et complètes à tous égards importants aux fins de la Loi, pour l'année de déclaration mentionnée ci-dessus.

DATÉ le 12 mai 2026.

J'ai le pouvoir d'engager CANAROPA (1954) INC.

par 
Nom: Constantine Drimaropoulos
Titre: Secrétaire-trésorier

Modern Slavery Act Report

Canaropa (1954) INC (“**Canaropa**”, business number 100777499 RC) is pleased to present its report (the “**Report**”) pursuant to section 11 of the *Fighting Against Forced Labour and Child Labour in Supply Chains Act* (the “**Act**”) for its financial reporting year ended **December 31, 2025**.

Structure, Activities and Supply Chains

Canaropa is a private wholesaling corporation that is a prominent manufacturer and distributor of quality commercial, residential and architectural door hardware, operating in the wholesale trade and construction industries. Canaropa sells its own trademarked products as well as other products, manufactured in Taiwan, China, Japan, Korea and other Asian countries. We distribute brand-name products from Europe, the United Kingdom, Canada and the United States (the “**US**”). We primarily service the construction industry, door manufacturers and locksmith distributors. Canaropa produces goods outside of Canada; sells goods inside and outside of Canada (in the US); distributes goods inside and outside of Canada (in the US); and imports goods into Canada.

Canaropa meets the definition of “entity” under the Act. Canaropa has a place of business, does business and has assets in Canada and meets two of three of the size-related conditions for its two most recent financial years: we have at least \$20 million in assets and have at least \$40 million in revenue. Our head office and main warehouses are located in Québec, with branch offices and warehouses in Ontario, Alberta and British Columbia.

In 2025, Canaropa continued training employees on the Act and its obligations thereunder and undertakes to train all future employees who make purchasing or contracting decisions on the Act.

Policies and Due Diligence Processes

In 2025 Canaropa continued the application of its policies and due diligence processes relating to child and forced labour by doing the following:

- 1- Canaropa’s keeps its suppliers informed of Canada’s Anti-Forced Labor BILL S-211 by conducting yearly follow-ups.
- 2- Canaropa’s Import Guide includes a section on Canada’s Anti-forced Labor BILL S-211.
- 3- Canaropa’s Supplier Qualification Questionnaire Template includes Compliance to the Modern Slavery Act as a condition of acceptance.

Forced Labour and Child Labour Risks

Canaropa has not yet started the process of identifying parts of its activities and supply chains that carry a risk of the use of forced or child labour.

Remediation Measures

Canaropa has not identified any instances of forced or child labour in its activities and supply chains. Therefore, we have not undertaken any remediation measures.

Remediation of Loss of Income

Canaropa has not identified any loss of income to the most vulnerable families resulting from any measure taken to eliminate the use of child or forced labour. Therefore, we have not undertaken steps to remediate any loss of income.

Training

Canaropa continues to train new employees on the Act and its obligations thereunder and will train all future employees who make purchasing or contracting decisions on the Act.

Assessing Effectiveness

Canaropa does not yet have in place policies and procedures for assessing its effectiveness in ensuring that forced and child labour are not being used in our activities and supply chains. We plan to begin assessing our effectiveness now that our policies and due diligence processes are in place.

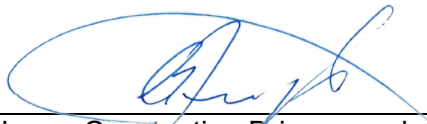
Signed Attestation

This report was approved by the Board of Directors of CANAROPA (1954) INC on May 12, 2025.

In accordance with the requirements of the Act, and in particular section 11 thereof, I attest that I have reviewed the information contained in the report for the entity or entities listed above. Based on my knowledge, and having exercised reasonable diligence, I attest that the information in the report is true, accurate and complete in all material respects for the purposes of the Act, for the reporting year listed above.

DATED as of May 12, 2026.

I have the authority to bind CANAROPA (1954) INC.

by 
Name: Constantine Drimaropoulos
Title: Secretary Treasurer